

## Ukraine : un autre point de vue



Article rédigé par *Général Pinatel*, le 18 avril 2022

Dans le premier paragraphe de mes mémoires destinés à ma famille et à mes amis, j'écrivais en 2020 : « les cinquante prochaines années seront décisives pour la planète tant du point de vue écologique que géopolitique et civilisationnel. Ces défis sont liés. Nous ne pourrions malheureusement pas relever le défi écologique si, d'une part, le monde dépense des ressources immenses dans la course aux armements et qu'il revienne à l'affrontement militaire des puissances du XXe siècle qui a entraîné 70 millions de morts sur notre continent et, d'autre part, fonctionne avec des lois et des pratiques sociales qui existaient en l'an mil.

C'est à l'Europe, où la conscience écologique est la plus forte et où se sont déroulées au siècle dernier deux guerres meurtrières, de devenir en la matière le phare du monde. L'humanité ne peut donc se permettre qu'une guerre civile s'y installe parce que nous n'aurons pas su traiter à temps le défi civilisationnel que nous lance l'islam radical, au moment même où tant de décisions sont à prendre pour assurer l'avenir de l'humanité. Les Européens ne peuvent pas non plus accepter sans agir la course actuelle aux armements entre les États-Unis et la Chine dans leur recherche d'une suprématie mortifère. Et quoi qu'il arrive, il faut éviter qu'au Pacifique, champ de bataille désigné de l'affrontement sino-américain, les États-Unis ajoutent un deuxième front en Europe. C'est le risque inadmissible que nous générons en encourageant les provocations américaines et celles de l'OTAN envers la Russie. Elles contraignent ce grand pays à n'avoir d'autre choix stratégique que celui de rejoindre le camp chinois. Nous acceptons ainsi de perdre notre autonomie stratégique et de nous ranger de facto dans le camp anglo-saxon, avec le risque d'être entraîné contre notre volonté dans une troisième guerre mondiale. »

Malheureusement la guerre en Ukraine justifie mes craintes et j'en veux particulièrement aux dirigeants européens et malheureusement aux trois derniers présidents de la République française qui se sont comportés en vassaux zélés de Washington au détriment des intérêts européens et de l'avenir de l'humanité.

Mais comme l'écrivait Louis-Philippe de Ségur[1] : « il faut envisager le passé sans regrets, le présent sans faiblesse, et l'avenir sans illusions. » Le but de cette analyse est donc de faire le point des opérations militaires en Ukraine, des conséquences économiques liées aux sanctions occidentales contre la Russie et de la nouvelle situation géopolitique mondiale ainsi créée.

### **Les opérations militaires en cours et les conséquences pour la Russie et l'Europe**

#### ***Sur le plan militaire***

Nous rêvons en pensant que Poutine est menacé de l'intérieur notamment par les pertes que la résistance héroïque des soldats ukrainiens aurait infligé à la Russie. Même s'il s'avère que, durant le premier mois, les Russes ont perdu 10 000 hommes[2] chiffre avancé par les Américains, cela n'aura aucune incidence sur la poursuite de l'offensive parce que le soldat russe, entraîné par un encadrement qui n'hésite pas à se porter en première ligne y compris pour les généraux est capable d'avancer malgré des pertes considérables. Je rappelle que pendant la guerre 1941-45 ce sont 200 000 soldats et autant de civils que les Russes ont en moyenne perdu chaque mois durant les 47 mois que la guerre a duré pour eux. En comparaison, les États-Unis ont perdu pendant les 41 mois de la Seconde Guerre mondiale environ 7 300 soldats par mois soit 27 fois moins que les Russes. Ce n'est donc pas ce facteur qui pourra empêcher Poutine d'atteindre ses objectifs de guerre, probablement revus à la baisse, après l'échec de l'opération commando visant à se débarrasser de Zélinisky au tout début de l'offensive. Mais il n'a jamais voulu conquérir Kiev, car il n'en avait pas les moyens militaires nécessaires. La pression sur la capitale visait à y fixer, d'après moi, des forces ukrainiennes importantes[3]

La semaine qui commence verra l'assaut final de l'usine Azovstal de Marioupol, dernier retranchement des nationalistes ukrainiens. Cela libérera une grande partie de la 8e Armée interarmées, qui après deux à trois jours de repos et de reconditionnement pourra faire mouvement vers le Nord afin d'encercler les défenseurs ukrainiens qui sont retranchés le long de la ligne de contact dans le Donbass (40 à 60% des effectifs ukrainiens selon les sources) en coupant leurs axes d'approvisionnement et de retraite vers l'Ouest. Tandis qu'au Nord les forces venant de Biélorussie renforcées par des forces prélevées autour de Kiev sont sur le point d'atteindre Slaviansk[4] et pousseront vers le Sud pour faire jonction avec les forces venant de Marioupol et coupant ainsi toute retraite et voie logistique aux forces ukrainiennes retranchées face à la partie du Donbass tenue par les séparatistes, ce qui de toutes façons leur serait presque impossible du fait de la supériorité aérienne russe. Cette bataille d'encercllement devrait être terminée fin avril et sera menée avec une supériorité aérienne russe pratiquement totale puisque 80% de l'aviation ukrainienne, 50% de leurs hélicoptères ont été détruits le premier mois. Je souligne que l'hélicoptère d'attaque russe Kamov 52[5] « alligator » est capable de détruire les chars en se tenant hors de portée des armes anti-aériennes portatives comme le « Stinger » dont la portée ne dépasse pas 5 km et que les Anglo-saxons livrent en masse aux Ukrainiens avec l'espoir de faire durer les combats.

Comme il n'y a pas de grandes villes dans le périmètre où les forces ukrainiennes sont retranchées, les Russes pourront utiliser toute leur puissance d'appui aérien et terrestre. Si un cessez-le-feu sur la base des propositions russes[6] n'est pas négocié par Zélinesky que Washington encourage à la résistance, le mois de mai verra l'écrasement des forces les mieux entraînées et équipées de l'armée ukrainienne.

### *Sur le plan économique*

Les sanctions économiques prises par les Européens sous la pression des États-Unis se retourneront contre eux et affaibliront durablement l'économie européenne.

Ce sont les européens, et la France en particulier, qui vont souffrir plus que les Russes de la guerre et des sanctions décidées sous le coup de l'émotion par des dirigeants totalement soumis aux exigences de Washington, allemands exceptés qui ne font pas de grandes déclarations guerrières mais savent toujours protéger leurs intérêts industriels.

Prenons l'exemple de l'essence. Un litre d'essence à la pompe coûte aujourd'hui environ 2 euros en France parce que l'aide gouvernementale maintient provisoirement son prix à ce niveau ; le gaz, qui est indexé sur le pétrole, suivra son ascension et les compensations qui évitent son envolée et qui vont coûter à l'État 20 milliards d'euros cesseront rapidement après l'élection présidentielle. En Russie avant la guerre, le litre d'essence coûtait environ 0,40€, mais comme il est payé en rouble, il ne sera pas touché si la dévaluation du rouble se poursuit. Ce qui ne sera probablement pas le cas, car déjà les Allemands ont décidé de régler leur gaz en roubles comme Poutine l'exige car ils prennent au sérieux sa menace de couper les robinets du gaz dont 40% de leur mix énergétique dépend. De plus, aujourd'hui, la Russie encaisse quotidiennement un surplus de 300 millions de dollars par rapport à 2020 car les sanctions ne touchent ni le secteur de l'énergie ni les canaux de Swift permettant le règlement du pétrole et du gaz achetés à la Russie. Les Européens sous la pression des Allemands se plieront aux exigences russes et payeront le pétrole et le gaz en roubles ce qui rend hystérique Washington car cela annonce la fin de la suprématie et de l'extraterritorialité du dollar sur la moitié de la planète.

Par ailleurs, les sanctions occidentales ne touchent qu'une minorité des Russes, les plus fortunés, les plus occidentalisés qui avaient des avoirs en occident et aimaient passer leurs vacances en Europe où ils dépensaient plus que les autres touristes. Leur absence va coûter cher à des villes balnéaires comme Biarritz où une ligne Biarritz Moscou devait ouvrir cet été et qui représentaient environ 30% de la clientèle des hôtels de luxe de la côte basque. Mais 95 % des Russes ne voyagent pas en occident ; pour leurs vacances d'été c'est vers la mer Noire que vont les Russes. C'est une destination incroyablement populaire : elle compte nombre d'auberges de jeunesse bon marché, d'hôtels cinq étoiles et de stations thermales, sans parler de sa vie nocturne palpitante et de ses sites pittoresques. Une semaine à Adler pour une personne coûte environ 20 000 roubles (290€ au taux de change avant la guerre). La Crimée possède aussi de nombreuses destinations balnéaires dont une des plus grandes, Alouchta, est plus ou moins sur un pied d'égalité avec les célèbres stations de Yalta et Sotchi. Elle attire des milliers de touristes tous les ans à 35 000 – 40 000 roubles pour un séjour de deux semaines (510–580).

Contrairement au self-fulfilling prophecy de notre ministre des Finances qui a voulu mettre l'économie russe à genoux le temps d'une émission de TV pour rétropédaler ensuite, la Russie ne sera que marginalement touchée à court et même à long terme par les sanctions européennes. Même si l'Europe veut diminuer sa dépendance énergétique vis à vis de la Russie de façon volontariste, cela prendra du temps et nous coûtera

cher tout en laissant du temps à la Russie pour réorienter ses exportations vers l'Asie qui a un besoin immense d'énergie et de matières premières.

Quant à nos entreprises pour lesquelles la Russie est un marché important, les fonctionnaires bruxellois et nos technocrates qui vivent de l'argent public, font pression pour qu'elles y stoppent leur activité alors que le marché russe est souvent essentiel pour elles : c'est la première filiale pour Auchan qui y possède 75 hypers et supermarchés.

Les Russes resteront soudés derrière Poutine, car dans leur très grande majorité, ils lui sont reconnaissants d'avoir redressé l'économie du pays et multiplié par quatre le pouvoir d'achat moyen des Russes.

Au cours de mon dernier voyage dans la capitale Russe fin 2018 pour la promotion de mon dernier livre, mes amis français qui y habitent[7] m'ont cité plusieurs chiffres que j'ai pu vérifier[8] :

- En 1998, quand Poutine est arrivé au pouvoir, le PIB par habitant était d'environ 6 000 dollars par an contre 24 000 en France. En 2017, il était d'environ 25 000 dollars soit une multiplication par 4 alors que dans le même temps celui des Français n'était même pas multiplié par deux (1,7).
- Mais au-delà de ce qui touche directement les ménages, mes interlocuteurs ont souligné à l'envie d'autres chiffres jamais présentés dans les médias occidentaux et qui devraient faire pâlir d'envie les dirigeants français :
- Le taux de chômage est de l'ordre de 5%.
- La dette des ménages est de 30% du revenu disponible (contre 115% en France en 2018).
- La balance commerciale russe depuis l'arrivée de Poutine au pouvoir a toujours été positive. De faiblement négative en 1998 elle restée en moyenne positive de 50 Milliards de dollars avec un pic à 100 milliards en 2011 (elle est évidemment très liée au prix de l'énergie).
- Les exportations de biens et services qui étaient de l'ordre de 200 milliards de dollars constants (base 2005) en 1998 seront de l'ordre de 540 milliards de dollars en 2018.

Les sanctions occidentales prises à la suite de l'annexion de la Crimée ont conduit à une réorientation de l'économie très rapide vers l'Asie. Que ce soit dans les grands hôtels, sur la place rouge, au Bolchoï ou dans les musées, les Chinois et les Asiatiques sont partout. L'exemple qui m'a été plusieurs fois cité est que l'embargo, décrété par l'Occident en 2014 sur plusieurs produits (fruits, légumes, produits laitiers, viandes) a plus nuit à la France qu'à la Russie. Il a favorisé l'essor de l'agriculture russe. Pour eux la Russie bénéficie de surcroît du changement climatique. En quelques années, la Russie est redevenue un très grand producteur blé. Elle a doublé sa production en cinq ans pour atteindre son record historique en 2017 avec 84 Millions de tonnes. L'ambition russe était d'atteindre, en 2020, 120 Mt. Par ailleurs, sa proximité avec des zones très importatrices comme le Moyen-Orient, l'Algérie et l'Asie est un facteur de compétitivité. Contrairement à beaucoup de pays dans le monde, le secteur occupe une part plus importante dans l'économie du pays qu'il y a quinze ans. Pour la première fois, les exportations agricoles ont rapporté en 2018 davantage... que les ventes d'armes, soit environ 15 milliards de dollars.

Un autre facteur soude le peuple russe autour de lui et est souvent souligné par mes amis : Poutine a redonné la fierté au peuple russe. La façon dont il a géré la crise ukrainienne depuis 2014 et a ramené la Crimée dans le giron russe en fait partie. Pour les Russes, la Crimée est russe depuis le XVIII<sup>ème</sup> siècle, suite au traité de Paix de « Küçük Kaynarca » avec l'empire ottoman. Devenue russe le 19 avril 1783, en droit international la Crimée est restée russe depuis. Son rattachement par simple décret par Nikita Khrouchtchev, lui-même ukrainien, à la République soviétique d'Ukraine n'a aucune valeur en droit international et est même en contradiction avec les accords de Yalta.

### ***Sur le plan international***

La guerre en Ukraine va constituer un tournant important dans les relations internationales et marque la fin de la domination du monde que les Etats-Unis exerçaient sans partage depuis 40 ans. L'occident qui représente moins d'un habitant sur 7 de la planète n'a pas réussi à entraîner la moitié des habitants de la planète dans sa condamnation de l'agression russe, suivant en cela la Chine et l'Inde.

Le porte-parole du ministère des affaires étrangères chinois Zhao Lijian a déclaré le 2 avril que : « l'OTAN était un produit de la guerre froide et qu'elle aurait dû être dissoute après l'effondrement de l'URSS ; Selon lui les Etats-Unis sont les principaux instigateurs et responsables de la crise en Ukraine. Depuis 1999, ils ont mené cinq cycles d'expansion de l'OTAN vers l'Est, plaquant peu à peu la Russie contre le mur. Le monde n'a pas besoin d'une nouvelle guerre froide et l'Europe n'en a pas besoin non plus. »

L'Inde de son côté a refusé de se joindre aux votes condamnant Moscou aux Nations unies. Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a salué vendredi à New Delhi l'approche équilibrée selon lui de l'Inde au sujet de la guerre en Ukraine.

Dans le sillage de ces deux grandes puissances mondiales, 33 autres pays se sont abstenus et 4 ont voté

contre, en particulier des pays importants où les Etats-Unis ont fait la guerre (Irak, Iran, Pakistan, Syrie, Vietnam) ou ont essayé de mettre en œuvre leur doctrine du « regime change » (Corée du Nord Venezuela). Ces 37 pays représentent 50% des habitants de notre planète (4 milliards d'habitants sur 7.8 milliards de notre planète chiffre 2021). Notons qu'une grande partie des pays africains qui se sont alignés sur la position chinoise ce qui confirme notre perte d'influence dans ce grand continent en devenir.

### ***En conclusion,***

L'Europe, déjà affaiblie par une guerre économique sans merci que lui livre les anglo-saxons, s'est tiré une balle dans le pied en épousant leurs intérêts. Contrairement à ce que l'on croit, cette crise marquera l'accélération de la dislocation de l'Europe qui avait commencé avant la crise et si la France ne veut pas sombrer avec elle, il est plus que temps qu'elle retrouve son autonomie stratégique et ne confie plus à personne les clés de son destin.

Par le Général (2s) Jean Bernard Pinatel, Vice-Président de Geopragma, 4 avril 2022

---

[1] L'école de l'adversité (1816)

[2] Si ce chiffre s'avérait exact ce serait probablement pour deux raisons : parce qu'ils ont essayé les premiers jours de ménager autant que faire se peut les civils en utilisant que rarement des frappes massives d'artillerie, de LRM et le bombardement aérien et parce que c'était le baptême du feu pour la majorité de l'armée russe dans un combat de haute intensité.

[3] Je l'ai affirmé le 5 mars sur le plateau du 12-13h de LCI

[4] En 1996, le conseil municipal de la ville choisit le russe comme langue de travail avec les autorités centrales, le russe étant la langue maternelle de la très grande majorité de la population de l'oblast, mais cette décision est déclarée illégale. Pendant l'été 2000, le conseil municipal de Kharkov prend la décision d'utiliser le russe en plus de l'ukrainien, imposé par le pouvoir central. Le 31 mars 2002, un référendum est organisé, donnant comme résultat, 87 % en faveur de l'utilisation du russe. Le 6 mars 2006, le conseil déclare que le russe a le statut de langue régionale, ce qui est contesté par le procureur général à Kiev, mais celui-ci est débouté le 6 février 2007 par la chambre d'appel de l'oblast.

Le russe est confirmé comme langue régionale, le 4 juillet 2007. La menace de l'interdiction du russe à la suite des événements de la place Maïdan ravive les tensions en 2014

[5] Équipé d'un canon de 30 mm, la machine dispose également de missiles anti-chars Vikhr d'une portée de 10km, de missiles anti-aérien Igla, normalement utilisé pour les missiles portables sol-air (MANPAD), ainsi que des pods lance-roquettes de 80mm (S-8) ou 130mm (S-13), installés sur les points d'emports externes

[6] Le président russe a répété ses exigences : un statut « neutre et non nucléaire » pour l'Ukraine, sa « démilitarisation obligatoire » et sa « dénazification », la reconnaissance de l'annexion de la péninsule de Crimée par la Russie et la « souveraineté » des régions séparatistes prorusses de l'Est ukrainien, Donetsk et Lougansk, dans leurs territoires administratifs, alors que les rebelles n'en contrôlent actuellement qu'un tiers.

[7] Environ 6000 français vivent en Russie

[8] Statistiques OCDE, Banque Mondiale et FMI

18/04/2022 06:45